

agri

RÉSISTANCE À THE LAND : LES ENSEIGNANT·ES SE MOBILISENT POUR SAUVER LEURS LYCÉES.

Le groupe scolaire Saint Exupéry, rebaptisé « The Land », autrefois un bastion éducatif épanouissant, est maintenant confronté à une crise identitaire. Situé dans trois localités d'Ille-et-Vilaine (La Guerche de Bretagne, Vitré et Rennes), cet établissement privé agricole fait partie du réseau CNEAP (Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé). Cependant, depuis 2020, l'établissement a été témoin de l'émergence de multiples écoles privées hors contrat sur son campus, remettant en question son essence même.

Sous la direction de Jean-Marc Esnault, qui se considère comme un « leader visionnaire » et un « expert » de la ruralité, The Land a impulsivement lancé un campus sur la « nouvelle ruralité », prétendument inspiré des modèles anglo-saxons. Cette initiative a entraîné l'installation d'écoles privées sans contrat sur le site de Rennes, attirant également l'intérêt de poids lourds de l'agroalimentaire breton, tels que le géant du porc Cooperl et des représentant·es de la FNSEA Bretagne. Pendant ce temps, les lycées sous contrat avec le MASA ont été marginalisés, leurs enseignant·es et élèves se sentant de plus en plus perdus au sein de cette « nébuleuse » nommée The Land.

Face à cette situation inacceptable, l'équipe pédagogique a décidé de prendre des mesures. Après les élections du CSE, une intersyndicale regroupant la CGT, la CFTC et la CFDT s'est engagée dans un mouvement social dès la rentrée scolaire de 2023, utilisant des outils tels que des pétitions, des débrayages et des rencontres avec les instances institutionnelles pour exprimer leur mécontentement.

Le jeudi 21 mars dernier, une grève massive a été organisée, rassemblant une majorité écrasante du corps enseignant mobilisé. Ce mouvement a attiré l'attention des médias régionaux (Ouest France, Le Télégramme, Actu Rennes, TV Rennes, etc.) et nationaux (notamment Télérama).

En réponse à ces revendications légitimes, la direction et le conseil d'administration ont choisi d'adopter une attitude répressive, envoyant à deux reprises des lettres de menace à l'ensemble du personnel. Ces missives évoquent la possibilité de rompre le contrat État-association avec le Ministère de l'Agriculture si les positions de la direction ne satisfont pas ou plus les équipes ! En cas de réponse négative, le directeur envisage même de mettre fin aux formations proposées par les lycées sous contrat avec le MASA pour se concentrer exclusivement sur les écoles privées hors contrat.

Finalement, après la rencontre avec les tutelles, sous la pression de notre syndicat (le groupe de travail agri et les camarades breton·nes) et d'une intersyndicale soudée, Monsieur Esnault a été obligé d'enterrer ce référendum. Mais cela soulève des interrogations cruciales sur le futur des lycées à long terme et sur l'engagement réel de la gouvernance actuelle envers ces établissements.

Déterminée, l'équipe pédagogique et la CGT-EP poursuivent le combat, espérant obtenir une victoire significative d'ici la rentrée de 2025.

■ Jean-Romain Chapy,
délégué syndical CGT-EP au sein des
lycées Saint Exupéry (35)

